

**COMMUNIQUÉ
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE**

Politique de première ligne en santé : le RPCU exige dès maintenant des actions concrètes pour les usagers

Montréal, le 27 mars 2026 - Le Regroupement provincial des comités des usagers du Québec (RPCU) salue les intentions, mais attend les actions de la nouvelle Politique sur les soins et services de première ligne annoncée aujourd’hui. Car au-delà du virage attendu, les usagers du réseau ne peuvent pas se permettre d'attendre une décennie complète avant d'en voir les effets concrets.

Un élan urgent, mais un horizon trop lointain

Le RPCU reconnaît que la politique propose des orientations nécessaires et attendues depuis longtemps : rattacher chaque usager à un territoire de CLSC, miser sur la coordination des soins et des services sociaux et recentrer l'offre de première ligne sur la proximité. Ces principes rejoignent d’ailleurs les revendications portées depuis de nombreuses années par les comités des usagers et dans chacune des régions du Québec.

« Les CLSC doivent redevenir la porte d'entrée du réseau, avec des équipes stables qui connaissent les gens et leur milieu. Une approche de proximité régionale est essentielle pour la première ligne, tout comme un meilleur maillage entre tous les partenaires médicaux et complémentaires, tels que les infirmières, les pharmaciens, les psychologues, les ergothérapeutes et les physiothérapeutes », affirme Sylvie Tremblay, directrice générale du RPCU.

Toutefois, le déploiement de l’annonce de la politique aurait dû être fait conjointement avec le dépôt d’un plan d’action - avec un horizon de moins de 10 ans. « Les usagers attendent des résultats maintenant, pas dans une décennie. On a réussi à créer Santé Québec en un an. Pourquoi faudrait-il dix fois plus de temps pour ramener la proximité dans les soins et les services sociaux? », se questionne Sylvie Tremblay.

Des services sociaux invisibilisés

Le RPCU partage également les préoccupations exprimées par les travailleurs sociaux depuis la création de Santé Québec. Plusieurs estiment que les services sociaux sont devenus invisibles dans cette nouvelle structure, et une majorité d'entre eux constate déjà une dégradation de l'accès aux services, selon un récent sondage de l'Ordre professionnel des travailleurs sociaux du Québec.

« Une politique de première ligne ne peut pas se limiter aux soins médicaux. L'accompagnement social, le soutien psychosocial, la prévention... tout cela fait partie d'une première ligne forte. Il faut s'assurer que cette politique ne contribue pas à effacer davantage les services sociaux du portrait », insiste Sylvie Tremblay.

Des gestes concrets réclamés

« Les politiques, on en a vu passer. Ce que les usagers veulent, ce sont des gestes concrets et des changements visibles rapidement », affirme Sylvie Tremblay. En ce sens, le RPCU exige que le dépôt du plan d'action soit fait au cours de la prochaine année.

Pour que cette politique et qu'un plan d'action conséquent réussissent là où d'autres ont échoué, le RPCU insiste sur l'importance du travail collectif. Les usagers, les intervenants et les communautés doivent être parties prenantes de cette transformation - pas simplement spectateurs d'une réforme imposée d'en haut.

Le RPCU entend suivre de près le déploiement de cette politique et continuera de porter la voix des usagers pour que les engagements annoncés se traduisent en résultats concrets et rapides.

À propos du RPCU

Fondé en 2004, le Regroupement provincial des comités des usagers (RPCU) du réseau de la santé et des services sociaux défend les droits des usagers et représente plus de 540 comités des usagers et de résidents de l'ensemble des établissements de santé et de services sociaux du Québec, qu'ils soient publics, privés, conventionnés ou autofinancés.

-30-

Renseignements :

Josianne Desjardins

Catapulte Communication

514-794-0445

jdesjardins@catapultecommunication.com